



**MAITRE D'OUVRAGE
GRAND PORT MARITIME DE LA GUADELOUPE**

**CONSTRUCTION DU SIEGE DU GRAND PORT MARITIME DE LA
GUADELOUPE**

**MARCHE DE CONTROLE TECHNIQUE
(Marché à procédure adaptée en application de l'article 27 du décret
n°2016-360 du 25 mars 2016)**

REGLEMENT DE CONSULTATION

**DATE LIMITE DE REMISE DES OFFRES :
MARDI 18 DECEMBRE 2018 A 12H**

MAITRE D'OUVRAGE :

GRAND PORT MARITIME DE GUADELOUPE
Monsieur Le Président du Directoire du GPMG
Quai Ferdinand de Lesseps
97165 Pointe à Pitre

Pouvoir adjudicateur:
Monsieur Le Président du Directoire du GPMG

ASSISTANT MAÎTRE D'OUVRAGE :
ICADE Promotion
Immeuble l'Amiral – Rond-Point Moudong Sud
97122 BAIE MAHAULT

OBJET DU MARCHE : Mission de Contrôle Technique pour l'opération « Construction du siège du Grand Port Maritime de la Guadeloupe » –commune de Pointe-à-Pitre

Procédure de passation : Marché à procédure adaptée en application de l'article 27 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016

ARTICLE 1 - OBJET DE L'APPEL D'OFFRES

Le présent appel d'offres en procédure adaptée concerne la mission de Contrôle technique pour l'opération « Construction du siège du Grand Port Maritime de la Guadeloupe » sis à Bergevin à Pointe-à-Pitre.

Les candidats sont informés qu'il est envisagé de recourir à un marché de partenariat pour le financement et la construction du siège du Grand Port Maritime de Guadeloupe.

ARTICLE 2 - CONDITIONS DE L'APPEL D'OFFRES

2.1 -ETENDUE DE LA CONSULTATION ET MODE D'APPEL D'OFFRES

Le marché de prestations intellectuelles sera passé en procédure adaptée en application de l'article 27 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016.

Le contrôle technique interviendra dans les conditions fixées par le CCTG de contrôle technique approuvé par le décret n°99-443 du 28/05/1999, ainsi que la NORME NF P-03-100.

Le contrôleur technique est titulaire des missions suivantes : L + Sei + PS + P1 + HAND + BRD + F + PH + TH + GTB + ATT HAND + VIEL + PV + RNT

Domaine fonctionnel : bâtiments

La mission de contrôle technique concerne la phase conception et la phase réalisation.

La durée prévisionnelle des travaux est estimée à 18 mois, hors délai de parfait achèvement.

La part de l'enveloppe financière de l'opération affectée aux travaux est estimée à 10 566 000 €HT.

2.2 -DECOMPOSITION EN LOTS

Le présent marché de contrôle technique n'est pas décomposé en lots

2.3 -DECOMPOSITION EN TRANCHES

Le présent marché de contrôle technique n'est pas décomposé en tranches

2.4 -DELAI D'EXECUTION

Le délai d'exécution est basé sur la durée prévisionnelle des travaux estimée à 18 mois, hors délai de parfait achèvement.

2.5 -MODIFICATIONS DE DETAIL AU DOSSIER DE CONSULTATION

Le maître de l'ouvrage se réserve le droit d'apporter au plus tard 15 jours avant la date limite fixée pour la réception des offres, des modifications de détail au dossier de consultation. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir élever aucune réclamation à ce sujet.

Si pendant l'étude du dossier par les candidats la date limite ci-dessus est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

En cas de modification plus importante, la date limite sera repoussée d'un délai égal à celui de la présente consultation.

2.6 -DELAI DE VALIDITE DES OFFRES

Le délai de validité des offres est fixé à 120 jours à compter de la date limite de remise des offres.

2.7 - CESSIION DE MARCHÉ DU CONTRÔLEUR TECHNIQUE

Le candidat est informé qu'il est envisagé que le marché de contrôleur technique soit ensuite cédé au titulaire du marché de partenariat qui serait conclu pour le financement et la construction du siège du Grand Port Maritime de Guadeloupe.

2.7 -PROPRIETE INTELLECTUELLE DES PROJETS

Sans objet

2.8 -DISPOSITIONS RELATIVES AUX TRAVAUX INTERESSANT LA DEFENSE

Sans objet

2.9 -SOUS-TRAITANCE

Dans le cas où le soumissionnaire du marché envisagerait de faire exécuter par des sous-traitants une partie de ses prestations, celui-ci les désignera dans son offre.

A cet effet, est jointe à l'acte d'engagement une annexe n° 2 intitulée « annexe à l'acte d'engagement en cas de sous-traitance ou acte spécial ».

Chaque annexe constitue une demande d'acceptation du sous-traitant concerné et d'agrément des conditions de paiement du contrat de sous-traitance, demande qui est réputée prendre effet à la date de notification du marché, cette notification est réputée emporter acceptation du sous-traitant et agrément des conditions de paiement.

Il est rappelé que chaque sous-traitant doit produire avec le dossier de candidature remis par le soumissionnaire les pièces prévues à l'article 3 du présent règlement à l'exclusion de la lettre de candidature.

ARTICLE 3 – CONTENU DU DOSSIER DU DCE

Le dossier de consultation contient les pièces suivantes :

- Le règlement de la consultation (R.C)
- L'acte d'engagement (AE) et ses annexes
- Le cahier des clauses administratives particulières (CCAP) et ses annexes
- Le programme

ARTICLE 4 – RETRAIT DU DOSSIER DE CONSULTATION

Le maître d'ouvrage informe les candidats que le dossier de consultation est dématérialisé.

En application du décret n°2016-360 du 25 mars 2016, les soumissionnaires ont la possibilité de télécharger les documents dématérialisés du dossier de consultation des entreprises, documents et renseignements complémentaires ainsi que l'avis d'appel public à la concurrence via le site internet <https://www.antilles-legales.fr> et <http://guadeloupe-portcaraibes.com/marches-publics>

Lors du téléchargement du dossier de consultation, le candidat doit renseigner le nom de l'organisme soumissionnaire, le nom de la personne physique téléchargeant les documents et une adresse électronique permettant de façon certaine une correspondance électronique, afin qu'il puisse bénéficier de toutes les informations complémentaires diffusées lors du déroulement de la présente consultation, en particulier les éventuelles précisions ou report de délais.

ARTICLE 5 - PRESENTATION DES OFFRES

L'offre sera présentée de la façon suivante :

5.1 - UNE ENVELOPPE EXTERIEURE : (cachetée) portant la mention « Appel d'offres pour la mission de Contrôle technique pour l'opération « Construction du Grand Port Maritime de la Guadeloupe » : à n'ouvrir qu'en séance » contenant :

5.2 - UNE PREMIERE ENVELOPPE INTERIEURE : (également cachetée) contenant les justifications à produire quant aux qualités et capacités des candidats et portant la Mention « PREMIERE ENVELOPPE – CANDIDATURE – SOCIETE : » composée de :

L'imprimé DC1 ou la lettre de candidature, datée, tamponnée et signée en original par la personne habilitée à engager la société,

L'imprimé DC2 ou la déclaration de candidat individuel ou membre du groupement, datées, tamponnées et signées en original par la personne habilitée à engager la société,

Certificats et déclaration sur l'honneur mentionnés dans le Code des Marchés Publics attestant que le candidat satisfait à ses obligations fiscales et sociales, datées, tamponnées et signées en original par la personne habilitée à engager la société (situation arrêtée au 31/12/2016) ,

Attestation sur l'honneur que le candidat n'a pas fait l'objet, au cours des 5 dernières années, d'une condamnation inscrite au bulletin n° 2 du casier judiciaire pour les infractions visées aux articles L. 8221-1, L.8221-3, L.52221-11 et 8, L.8231-1 et L..8241-1 du Code du Travail,

Copie du (ou des) jugement(s) prononcé(s) pour les entreprises en redressement judiciaire,

Moyens techniques et humains,

Chiffre d'affaires réalisé au cours des 3 dernières années,

Attestations d'assurance civile et décennale qui devront être produites au plus tard à la date de signature du marché à la personne responsable du marché.

Une sélection de références significatives, effectuées au cours des 5 dernières années.

Chaque référence mentionnera obligatoirement : L'année de réalisation, le lieu de réalisation, la désignation de la réalisation, le Maître d'Ouvrage, le montant HT des travaux.

Un dossier d'agrément des sous-traitants comprenant les pièces énumérées ci-dessus de c) à i)

5.3 - UNE SECONDE ENVELOPPE INTERIEURE : (également cachetée) contenant l'offre et portant la Mention « SECONDE ENVELOPPE - OFFRE- SOCIETE : » composée de :

Un projet de marché comprenant :

- Un acte d'engagement (A.E.) à compléter et signer,
(Si le signataire est une autre personne que celle habilitée, de droit, à engager la société, une délégation de signature récente et suffisamment précise devra IMPERATIVEMENT être fournie)
- Le cahier des clauses administratives particulières (C.C.A.P.) à signer et accepter sans aucune modification
- Un mémoire technique : Ce mémoire technique précisera les moyens spécifiques du candidat en matériels (logiciels, ...) et en personnel avec, pour chaque personne appelée à travailler dans l'équipe, un curriculum vitae comportant, son identité, diplômes, qualifications, formations, expériences.
Elle détaillera l'organisation et le fonctionnement du Contrôleur Technique pour la phase « Travaux ».
La méthode qualité proposée devra garantir à la fois, un traitement rigoureux de toutes les contraintes techniques et les meilleures conditions de dialogue avec le Maître d'ouvrage.

ARTICLE 6 – CRITERES DE SELECTION DES CANDIDATS

La sélection des candidats sera effectuée conformément à l'article 51 de l'ordonnance et 44 et 47 du décret.

ARTICLE 7 – CRITERES DE JUGEMENT DES OFFRES

L'examen des offres sera effectué conformément à l'article 59 du décret.

Les critères intervenant pour le jugement des offres sont pondérés de la manière suivante :

- Montant de l'offre pour 50 %
- Temps prévus par phase pour 30%
- Mémoire technique pour 20%

Le Maître d'ouvrage se réserve le droit de demander au candidat les informations complémentaires qu'elle jugera utiles.

ARTICLE 8 - CONDITIONS D'ENVOI ET DE REMISE DES OFFRES

Les candidats choisissent librement entre, d'une part, la transmission électronique de leurs offres et, d'autre part, leur envoi sur un support papier.

Le maître de l'ouvrage considère que la modalité de transmission des candidatures et des offres la plus appropriée à son marché est sur support papier.

Le retrait des documents électroniques n'oblige pas le candidat à déposer électroniquement son offre et inversement.

Dans le cas d'une offre remise sous forme papier et sous forme dématérialisée, seule l'offre dématérialisée sera prise en compte.

Si le candidat adresse plusieurs offres différentes sous forme papier ou sous forme dématérialisée, les offres seront rejetées sauf si le candidat précise que l'une remplace l'(es) autre(s). Dans cette dernière hypothèse, seule la dernière offre reçue, dans les conditions du présent règlement, sous la forme « papier » ou « dématérialisée » sera examinée.

8.1 Remise des candidatures et des offres sous forme dématérialisée

8.1.1 Conditions de dématérialisation

Les candidatures et les offres devront être transmises avant le jour et l'heure inscrits sur la première page du présent règlement de la consultation. L'heure limite retenue pour la réception des candidatures et des offres correspondra au dernier octet reçu.

Les candidatures et les offres parvenues après cette date et heure limites par voie dématérialisée seront éliminées sans avoir été lues et le candidat en sera informé.

Les soumissionnaires souhaitant répondre sous forme dématérialisée devront constituer leur dossier en tenant compte des indications suivantes, afin de garantir au mieux le bon déroulement de cette procédure dématérialisée :

Tous les fichiers devront être compatibles avec les formats suivants :

standard .zip

Adobe® Acrobat® .pdf

.doc ou .xls ou .ppt en version Microsoft Office 2000-2003 ou antérieurs

ou encore pour les images bitmaps .bmp, .jpg, .gif

En cas de format différent, le maître d'ouvrage se réserve la possibilité de rejeter la candidature et/ou l'offre du candidat.

Le soumissionnaire est invité à :

ne pas utiliser certains formats, notamment les ".exe".

ne pas utiliser certains outils, notamment les "macros".

traiter les fichiers constitutifs de sa candidature et/ou de son offre préalablement par un anti-virus.

8.1.2 Modalités d'envoi des propositions

Le soumissionnaire reconnaît avoir pris connaissance de la notice d'utilisation de la salle des consultations du site <https://www.antilles-legales.fr>

Il est rappelé que la durée du téléchargement est fonction du débit de l'accès Internet du soumissionnaire et de la taille des documents à transmettre.

Les candidatures et les actes d'engagement transmis par voie électronique sont signés au moyen d'un certificat de signature électronique répondant aux conditions prévues par arrêté du ministre chargé de l'économie du 28/08/2006 (Chapitre II). L'offre doit être accompagnée de ce certificat (Article 48-I).

Les catégories de certificats de signature utilisées doivent être :

- conformes au référentiel intersectoriel de sécurité,
- et référencé sur une liste établie par le ministre chargé de la réforme de l'Etat (Cf. : <http://www.entreprises.minefi.gouv.fr/certificats/>)

Le soumissionnaire reconnaît que la signature à l'aide du certificat électronique qu'il s'est procuré vaut de sa part signature électronique au sens de l'article 1316-4 du code civil, qui entre les parties a la même valeur juridique qu'une signature manuscrite. En cas de désaccord entre les parties, il appartient au soumissionnaire de montrer que le contenu des candidatures ou des offres qu'il a transmises a été altéré.

Le soumissionnaire doit accepter l'horodatage retenu par la plateforme ou devra renoncer à déposer son pli de façon électronique.

Toute opération effectuée sur le site <https://www.antilles-legales.fr> sera réputée manifester le consentement du soumissionnaire à l'opération qu'il réalise.

En cas de programme informatique malveillant ou « virus » :

Tout document électronique envoyé par un candidat dans lequel un programme informatique malveillant est détecté par le maître d'ouvrage peut faire l'objet par ce dernier d'un archivage de sécurité sans lecture dudit document. Ce document est dès lors réputé n'avoir jamais été reçu et le candidat en est informé.

Le maître d'ouvrage reste libre de réparer ou non le document contaminé. Lorsque la réparation aura été opérée sans succès, il sera rejeté.

Lorsque le candidat aura transmis son dossier ou document accompagné d'une copie de sauvegarde sur support physique électronique ou papier envoyé dans les délais impartis pour la remise des candidatures ou des offres, cette copie, identifiée comme copie de sauvegarde sera placée sous un pli scellé et ne sera ouverte que si :

un programme informatique malveillant est détecté

si la candidature ou offre informatique n'est pas parvenue dans les délais,

si la candidature ou l'offre n'a pas pu être ouverte.

Le pli contenant la copie de sauvegarde sera détruit par le maître de l'ouvrage s'il n'est pas ouvert.

8.2 Remise des candidatures et des offres sous forme papier

Les offres seront transmises sous pli cacheté avant le jour et l'heure inscrits sur la première page du présent règlement de la consultation par lettre recommandée avec demande d'avis de réception ou remis au Maître d'ouvrage contre récépissé à l'adresse suivante :

<p style="text-align: center;">ICADE PROMOTION IMMEUBLE L'AMIRAL – ROND-POINT MOUDONG SUD 97 122 BAIE-MAHAULT</p>
--

ARTICLE 9 - RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES

Pour obtenir tous renseignements complémentaires qui leur seraient nécessaires au cours de leur étude, les candidats devront faire parvenir au plus tard 15 jours avant la date de remise des plis une demande écrite sur le site <https://www.antilles-legales.fr>.

Une réponse sera alors adressée en temps utile à toutes les entreprises ayant retiré le dossier.

ARTICLE 10 – PROCEDURE DE RECOURS

Instance chargée des procédures de recours :

Tribunal administratif de Basse-Terre, quartier d'Orléans allée Maurice Micaux, 97109 Basse-Terre, F
Téléphone : (+33) 5 90 81 45 38, Courriel : greffe.ta-basse-terre@juradm.fr, Fax : (+33) 5 90 81 96 70
20